

La lutte pour la démocratie incarnée par Marianne

Les élections parlementaires en France

Partage international n° [433](#) -
Septembre 2024

par Luc Guillory

« Le symbole de la France est la fleur de lys, adopté il y a des siècles, sous inspiration divine, symbole qui représente les trois aspects divins en manifestation¹ »
On retrouve bien évidemment un reflet de ces trois aspects dans l'héritage du siècle des Lumières. « Marianne » est l'incarnation allégorique de la République française ; elle représente les valeurs fondamentales de la République : Liberté, Egalité, Fraternité. La devise ésotérique de la France est : « *Je dispense la Lumière.* »

Malgré les pronostics récurrents selon lesquels le parti d'extrême droite Rassemblement national (RN - anciennement appelé Front national) remporterait les élections législatives de fin juillet en France, c'est la gauche, sous la bannière commune du Nouveau Front populaire (NFP), qui a remporté ces élections (190 sièges sur 577), suivie du parti au pouvoir de M. Macron et ses groupes politiques affiliés, l'extrême droite n'occupant que la troisième position.

Après la victoire du RN aux élections européennes fin juin et début juillet 2024, et son score historique de 31 % des suffrages exprimés, le président Macron avait pris une décision inattendue et unilatérale : celle de dissoudre l'Assemblée et de convoquer des élections anticipées. On s'accorde normalement des mois pour organiser de telles élections et mener campagne, mais le président Macron n'avait laissé qu'un délai extrêmement court d'environ trois semaines. La raison officielle invoquée était son souhait d'avoir une idée claire de ce que voulaient les électeurs français et de leur vision de la politique française pour l'avenir.

Les observateurs, les journalistes et la plupart des responsables politiques ont été quelque peu abasourdis par cette décision soudaine et potentiellement suicidaire, et en ont conclu que le

président Macron présupposait qu'il se trouverait une fois de plus dans la position de fournir la meilleure protection contre l'extrême droite - il constituerait le principal obstacle à la montée de l'extrémisme de droite. Cette stratégie avait plutôt bien fonctionné lors des deux dernières élections présidentielles, mais la popularité de M. Macron a considérablement diminué ces dernières années.

Bien que le président Macron nie sa responsabilité dans la popularité croissante du RN dans les zones rurales et parmi les classes populaires des petites et moyennes villes, le nombre de députés RN est passé de 8 en 2017, à 89 en 2022 et enfin à 140 lors des dernières élections législatives.

Au lieu de constituer un rempart contre le RN, le président français est devenu peu à peu un tremplin en sa faveur, à son corps défendant. Son obstination à mener une politique économique néolibérale « réaliste » et à adapter la France aux exigences et aux caprices des marchés financiers et de l'oligarchie internationale a créé du ressentiment et de la colère chez ceux qui ne figurent pas parmi les gagnants traditionnels du jeu de la mondialisation.

Il a clairement sous-estimé la capacité de tous les partis de gauche à s'unir en si peu de temps et à présenter un front commun afin de bloquer l'extrême droite et d'empêcher le président Macron et ses partisans de jouer le rôle du sauveur.



Photo : [Jeanne Menjoulet, CC BY-NC-ND 2.0](#), via flickr
Quantité de citoyens ordinaires prônent le changement de société.

Le rôle des médias

Pendant ce temps, le RN a profité de son succès aux élections européennes pour surfer sur la vague de mécontentement, soutenu par certains médias (télévision, radio, magazines) qui se sont mis au service de sa propagande. Certains médias en particulier, appartenant à un célèbre milliardaire français bien connu pour ses opinions politiques d'extrême droite, se sont mobilisés pour soutenir la campagne du RN, véhiculant ses messages habituels de haine, de peur, d'insécurité nationale et de stigmatisation de « l'autre ».

Le thème central de la lutte contre l'immigration a été largement relayé. Une chaîne de télévision s'est même permis de diffuser de fausses informations sur un prétendu projet gouvernemental de suspendre une loi sur l'immigration votée en décembre 2023, afin d'effrayer les électeurs et de les attirer vers le RN. Cela rappelle la désormais tristement célèbre « vérité alternative » prônée par un ancien président américain, « vérité alternative » à laquelle les dictateurs de toutes sortes ont facilement recours.

Cependant, les médias français en général ont également joué un rôle important dans le renversement de tendance.

Dans une interview accordée à Mediapart (service de diffusion d'informations alternatives) en juillet 2024, la députée de gauche Clémentine Autain, membre du NFP, a expliqué que « *cette victoire est aussi liée au changement d'ambiance médiatique dans l'entre-deux-tours. C'est comme si des journalistes de grands médias, notamment du service public et de la presse locale, avaient été finalement pris de vertige. Enfin ils ont cessé de traquer [certains de nos candidats] pour s'intéresser à ceux du RN qui donnent si bien la boussole de ce camp fait de racisme et de haine².* »

Pour expliquer davantage le succès soudain du NFP, elle a poursuivi : « *Ce qui ressort du vote, c'est une envie de rompre avec quarante ans de politiques qui ont fait grandir le mal-travail et les inégalités, qui ont désindustrialisé le pays, maltraité les services publics, méprisé la voix du peuple, des décennies aussi meurtries par l'inaction climatique. Il y a de la rage dans ce pays, et l'envie d'autre chose.* »

On ne peut nier que cette « rage » a poussé de nombreux électeurs à choisir des partis politiques extrémistes et radicaux.

Un pognon de dingue

M. Macron et son parti étaient censés représenter un « centre » démocratique. Mais ce centre a rarement reflété les besoins du peuple, au contraire, il a plutôt favorisé les marchés financiers et les grands intérêts économiques. Le baromètre de la politique économique française a été calé sur les évaluations des agences de notation. La nation a été constamment invitée à se « réformer », c'est-à-dire à adapter ses besoins aux exigences des marchés financiers à travers la réduction des prestations sociales qui, selon les propos du président Macron lui-même, « *coûtent un pognon de dingue* ». Soyons clairs : pour les très riches, le pognon de dingue est censé leur appartenir exclusivement - il est leur privilège.

Pour illustrer cet esprit cupide, il convient de rappeler qu'en 2023, 94 milliards d'euros ont été distribués sous forme de dividendes par les entreprises du CAC 40 cotées à la Bourse de Paris. Alors qu'à une époque, les dividendes étaient fiscalement imposés selon un barème progressif, ils ne sont désormais soumis qu'à un taux forfaitaire (la fameuse *flat tax*). Le président Macron adhère à la théorie de l'effet de ruissellement, mais dans la réalité, l'argent « jaillit » plutôt vers le haut de la pyramide des revenus.

C'est pourquoi on a demandé aux Français d'accepter une vie active plus longue (l'âge de la retraite est passé de 62 à 64 ans), et pourquoi le nombre de lits d'hôpitaux a été constamment réduit (même pendant la période du Covid) malgré des besoins accrus. On attendait aussi des Français qu'ils acceptent purement et simplement d'autres mesures qui obligent la France à se transformer pour devenir plus compétitive et plus attractive pour le capital mondial... Tout cela au nom de la soi-disant « bonne gouvernance ».

Polarisation et complaisance

Benjamin Creme et les Maîtres ont prévenu à maintes reprises que les dirigeants politiques qui laisseraient les forces du marché diriger leur politique conduiraient leur pays à l'autodestruction. Cette tendance est à l'œuvre en France, où de nombreux citoyens résistent aux changements qui leur sont imposés, refusant de renoncer aux avantages sociaux qu'ils ont acquis. Mais cet abandon de suprématie aux forces du marché a aussi entraîné une détérioration réelle et croissante de la sécurité nationale, une explosion de la criminalité et,

en particulier, du trafic de drogue. Cette évolution est indéniable. La société est devenue plus violente. En conséquence, les électeurs ont tendance à abandonner le « centre » politique au profit de positions politiques plus extrêmes.

Ce à quoi nous assistons en France (comme dans d'autres pays) est un exemple de l'action de l'épée de clivage, maniée par Maitreya. Un processus de polarisation assez intense est en cours entre ceux qui veulent l'unité et ceux qui sont très séparatistes.

Comme l'affirme Clémentine Autain, une grande partie de la société française aspire à « *la justice sociale et au respect* ». Mais d'autres rejettent la nécessité de la justice et des politiques cohérentes pour inverser le changement climatique. Ils veulent juste payer moins d'impôts, ils veulent une plus grande part du gâteau pour eux-mêmes, ils n'éprouvent aucune compassion particulière pour le reste du monde et, de manière générale, ont tendance à rejeter la responsabilité de tout problème social sur les immigrés ou sur l'Union européenne, ou sur toute autre « cible » qui les satisfasse. C'est une expression de la complaisance.

L'évolution et non la révolution

Certes, l'extrémisme et l'intransigeance sont présents des deux côtés, à gauche comme à droite. Des demandes déraisonnables et inadéquates émanent des deux camps. Benjamin Creme et son Maître ont expliqué à plusieurs reprises que les changements nécessaires doivent se dérouler à un rythme raisonnable. Il faut une évolution, pas une révolution. L'esprit révolutionnaire se retrouve dans les partis politiques d'extrême gauche qui abritent un extrémisme totalement destructeur et ont peu à offrir en termes d'approche constructive.

Mais l'avenir que renferment les programmes du NFP et du RN s'annonce sensiblement différent. La droite veut l'autoritarisme, des moyens et des contrôles policiers renforcés, la « bunkerisation » et la protection de l'économie nationale. Selon certains experts, les promesses économiques faites par le RN seraient impossibles à mettre en œuvre et, par conséquent, s'il arrivait au pouvoir tôt ou tard, il lui serait impossible de mettre en œuvre son programme. Il lui faudrait alors canaliser le ressentiment. Trouver des boucs émissaires serait un thème récurrent sur son agenda et les médias seraient enjointes à relayer cette propagande.

C'est ce que l'on voit se produire en Hongrie, en Argentine et dans de nombreux pays du monde où

des gouvernements autoritaires sont au pouvoir. Ce serait un avenir de libertés érodées. Les très riches adorent ce scénario et savent tirer profit de telles situations. Déjà, comme l'a révélé le journal français *Le Monde*³, un autre milliardaire français (toutefois domicilié en Belgique en tant qu'exilé fiscal !) a investi 150 millions d'euros pour former des candidats du RN aux élections municipales, afin de les aider à gagner contre leurs adversaires politiques, en vue de « *les conduire à la victoire idéologique, électorale et politique* ».

Malgré ses propres excès, la gauche souhaite une large coopération pour obtenir la justice sociale, la liberté et un engagement fort dans la lutte contre le changement climatique, dans un pays ouvert jouant un rôle actif au niveau européen et international.

Le *modus operandi* classique de l'extrême droite

Il est difficile de dire quel camp l'emportera dans les années à venir. Mais il faut garder à l'esprit que l'extrême droite procède le plus souvent selon un modèle bien connu. Elle s'appuie sur le mécontentement, promet d'être différente et de servir les intérêts du peuple, pratique une politique de stigmatisation des boucs émissaires et se pare d'un habit démocratique qui lui permet d'arriver au pouvoir démocratiquement. Sa force de séduction est puissante au sein d'une humanité essentiellement dominée par sa nature émotionnelle et matérialiste.

Une fois l'extrême droite parvenue au pouvoir, les choses changent rapidement. Elle s'efforce d'éradiquer méthodiquement toute contestation, toute opposition, et de contrôler le discours médiatique en sa faveur. Elle séduit les classes aisées par ses promesses de « stabilité », elle finit par renoncer à ses objectifs sociaux, malgré les annonces et promesses de campagne précédentes, afin de satisfaire aux exigences des super-riches et des grandes puissances financières qui s'accommodent assez facilement d'un autoritarisme qui favorise leurs intérêts. Et pour faire avaler la pilule au public, il faut multiplier stigmatisation, division, haine, exclusion...

Quand ce pouvoir a atteint un certain seuil, il n'est plus possible de le faire tomber, à moins de déclencher une révolte de grande ampleur, qui peut prendre la forme d'une guerre civile.

Comme en France, dans divers pays, des Etats-Unis à l'Amérique latine et dans plusieurs autres pays européens, l'avenir de la liberté, de l'égalité et de la fraternité est en jeu. La démocratie peut encore

prospérer, mais elle ne peut en aucun cas être tenue pour acquise. Les citoyens peuvent se réveiller et découvrir que leur vote n'est plus nécessaire : leurs droits et leurs responsabilités, en tant qu'électeurs, pourraient devenir superflus ou sans importance, parce que le régime autoritaire s'en est « occupé » pour que « tout soit réglé », pour citer un populiste américain bien connu.

Peut-être la France peut-elle espérer voir Marianne s'élever saine et sauve vers un avenir où elle et son peuple pourront exprimer la devise ésotérique du pays : « Je dispense la Lumière. » Ce qui se joue sous nos yeux est une lutte entre un matérialisme à courte vue et la dimension spirituelle de l'homme. Si nous voulons un avenir, il est impératif que la nature spirituelle de l'homme l'emporte.

La situation actuelle en France est loin d'être stabilisée. La coopération initiée par le NFP n'en est qu'à ses débuts et fait face à de nombreux vents contraires. Elle pourrait échouer rapidement alors que, comme a averti le député de gauche François

Ruffin, « *c'est la dernière chance* » accordée par les électeurs français.

En termes spirituels, espérons que l'épée de clivage appliquée à la France, et à d'autres nations dans des situations similaires, révèle si clairement les choix possibles auxquels nous sommes confrontés qu'elle renverse la tendance en faveur de la justice et de la coopération qui est, après tout, l'amour en action.

1 - La Destinée des nations, Maître Djwal Khul par l'entremise d'Alice Bailey, Lucis Trust

2 - Mediapart, 7 juillet 2024

3 - Version électronique du 21 juillet 2024.

France **Auteur** : Luc Guillory, collaborateur de Share International demeurant à Dijon (France).

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [De nos correspondants](#) ()